

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES**  
**ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES**  
**DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE**  
**(17 juillet 1947)**

ACCORD DU 4 NOVEMBRE 2010

RELATIF À LA RETRAITE

NOR : ASET1151153M

IDCC : 11

Entre :

L'UPE,

D'une part, et

La FNPD CGT ;

La FGTE CFDT,

D'autre part,

considérant l'accord de substitution à la fermeture du régime de retraite géré par la CRPCCMPA antérieurement à sa transformation en IGRS, ci-après dénommé « Accord de retraite à prestations définies », son annexe III relative au contrat d'assurance et son annexe IV, relative au règlement de retraite, et l'accord relatif au nouveau régime de retraite à cotisations définies, ci-après dénommé « accord de retraite à cotisations définies », conclus le 15 janvier 2009, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 9 des statuts de l'IGRS CRP est modifié pour permettre :

- à un préretraité d'être administrateur ;
- de coopter un nouvel administrateur avant la fin du mandat d'un administrateur sortant.

L'article 15 des statuts de l'IGRS CRP est modifié pour définir les modalités de décompte des voix des établissements présents ou représentés à l'assemblée générale.

Ces modifications figurent en annexe I.

**Article 2**

Le champ d'application de l'accord de retraite à cotisations définies, précisé en son article 2, est étendu, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 2009, aux bénéficiaires d'avantages de préretraite ou de cessation anticipée d'activité.

Un contrat de retraite supplémentaire à cotisations définies reprenant strictement les conditions de garantie du contrat à cotisations définies est instauré par avenant (cf. annexe II).

Les résultats techniques et financiers des deux contrats seront intégralement mutualisés.

### Article 3

Considérant également les variations de modalités de gestion induites par les retards apportés à la conclusion des contrats et à leur prise d'effet rétroactive, les retraites dont la date d'effet est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 août 2009, soit antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2009 date de pleine prise d'effet du contrat d'assurance découlant de l'application de l'accord retraite prestations définies, bénéficient d'un double calcul :

- retraite chapeau calculée selon les dispositions règlementaires CRPCCMPA en vigueur jusqu'au 30 juin 2009 ;
- rente viagère calculée selon les dispositions de l'accord de retraite à prestations définies.

Le montant de la rente viagère visée ci-dessus étant retenu dans le cas où il est plus élevé que celui de la retraite chapeau.

### Article 4

Les modalités de fonctionnement du fonds de revalorisation et de régulation (FRR) rattaché au contrat d'assurance n° RK 151 099 034 découlant de l'application de l'accord de retraite à prestations définies sont modifiées par avenant n° 1 au contrat d'assurance précité (cf. annexe III).

En complément du solde résultant de l'arrêté comptable au 31 décembre 2009 pour 1 072 911 €, le FRR est alimenté au 1<sup>er</sup> juillet 2009 par :

- le financement du décalage entre la date d'effet du contrat d'assurance (1<sup>er</sup> juillet 2009) et la date de versement de la prime d'assurance (4 septembre 2009) pour 896 042 € ;
- le financement du maintien du double calcul des rentes avec effet juillet-août 2009 pour 140.000 € ;
- le financement de l'augmentation des rentes résultant de l'actualisation des données pour 130.000 € ;
- une quote-part des produits financiers réalisés par la CRP en 2009 d'un montant de 419 000 € ;
- une dotation initiale de 200 000 €.

### Article 5

En cas de décès d'un participant dont la rente est en cours de service, une prestation appelée « rente d'éducation » est servie à ses enfants sous certaines conditions :

#### Enfants bénéficiaires

Les enfants bénéficiaires sont :

1. Les enfants légitimes, reconnus, adoptifs ou recueillis considérés à charge fiscalement du fait de leur prise en compte dans la détermination du quotient familial du participant :

- de moins de 21 ans ;
- ou, quel que soit leur âge si au moment du décès ils ouvrent droit à l'allocation d'éducation pour enfant handicapé prévue à l'article L. 541-1 du code de la sécurité sociale ou perçoivent l'allocation aux adultes handicapés prévue à l'article L. 821-1 de ce code (ou seraient susceptibles de la percevoir si leurs ressources ne dépassaient pas le plafond prévu par décret, à condition toutefois qu'elles restent inférieures au Smic) sous réserve que leur incapacité ait été reconnue avant 21 ans ;
- l'enfant né viable moins de 300 jours après le décès du participant.

2. Les enfants du participant, non confiés à sa garde, mais pour lesquels il est judiciairement tenu au versement d'une pension alimentaire, sous réserve des mêmes conditions d'âge.

3. Les enfants du participant qui ont fait une déclaration de revenus séparée, sous réserve des mêmes conditions d'âge, que ci-dessus.

4. Les enfants du participant à charge fiscalement de la personne avec laquelle il vit maritalement, sous réserve des mêmes conditions d'âge, que ci-dessus.

#### Définition et montant des prestations

L'assureur verse, à chaque enfant bénéficiaire, une rente temporaire immédiate dont le montant est fixé à 15 % de la rente servie au moment du décès.

Pour les enfants bénéficiaires de l'une des allocations pour handicapés prévue par le code de la sécurité sociale, la rente est versée à titre viager.

Les rentes sont doublées pour les orphelins de père et de mère âgés de moins de 21 ans ou handicapés, y compris lors du décès postérieur du dernier parent non remarié.

#### Paiement et durée

La date d'effet des rentes est fixée au premier jour du mois suivant le décès du participant.

Les prestations sont versées jusqu'au 21<sup>e</sup> anniversaire des enfants.

#### **Article 6**

Sur avis de la commission consultative de suivi retraite, les rentes de retraite supplémentaire sont revalorisées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- contrat de retraite à cotisations définies :
  - rentes viagères différées : 0 % ;
  - rentes viagères immédiates : 0 %.
- contrat de retraite à prestations définies :
  - rentes viagères différées : 0 % ;
  - rentes viagères immédiates : 2,5 %.

Fait à Paris, le 4 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### PROPOSITION DE MODIFICATION DES STATUTS DE L'IGRS

---

#### **Statuts de l'IGRS CRP**

*Institution de gestion de retraite supplémentaire régie  
par le titre IV du livre IX du code de la sécurité sociale*

(Extraits)

#### CHAPITRE II

##### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### **Article 9**

##### *Composition*

L'institution est administrée par un conseil d'administration composé de personnes physiques, représentant en nombre égal les membres adhérents et les membres participants. Le nombre total de sièges est de 10. Ces sièges, sont répartis en nombre égal entre :

- les administrateurs appartenant au collège des adhérents et ;
- les administrateurs appartenant au collège des participants.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des adhérents sont élus par les délégués adhérents de l'assemblée générale.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des participants sont élus par les délégués participants de l'assemblée générale.

Le collège des participants se décompose comme suit :

- 1 retraité ;
- 1 préretraité ou un actif ;
- 3 actifs.

Ces votes se déroulent lors d'une assemblée générale, par vote à bulletin secret, sur la base des candidatures proposées dans chacun des collèges.

Les postes d'administrateurs devenus vacants dans les cas énumérés à l'article R. 931-3-10 du code de la sécurité sociale sont pourvus par cooptation, celle-ci devant être ratifiée lors de l'assemblée générale la plus proche, selon les formes mentionnées dans le présent article. Le mandat du nouvel administrateur prend fin à l'arrivée du terme normal du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### CHAPITRE III

##### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### **Article 15**

##### *Composition de l'assemblée générale*

L'assemblée générale de l'institution est composée :

- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les établissements adhérents et nommés au sein de chaque membre adhérent à la présente institution. Ces délégués sont nommés par chaque membre adhérent pour une durée de 3 ans ;

- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les membres participants et élus au sein de chaque établissement adhérent à la présente institution. Ces délégués sont élus, à la majorité absolue des votants, par l'ensemble des participants, après appel de candidatures individuelles organisé au sein de chaque établissement adhérent. Si la majorité absolue n'est pas atteinte au premier tour, il est procédé à un deuxième tour avec élection à la majorité relative. La durée du mandat est de 3 ans.

Pour chaque membre adhérent, le délégué représentant les établissements adhérents et le délégué représentant les participants ont droit dans les délibérations à un même nombre de voix fixé ainsi qu'il suit en fonction de l'effectif des participants :

- 1 voix si l'effectif est inférieur à 10 ;
- 2 voix si l'effectif est compris entre 10 et 24 ;
- 3 voix si l'effectif est compris entre 25 et 49 ;
- 1 voix par fraction supplémentaire de 50 assurés cotisants.

## ANNEXE II

---

### **Avenant n° 1 (projet) au contrat n° RG 151 136 573 souscrit par l'union des ports de France**

Par le présent avenant, il est précisé que compte tenu du protocole d'accord conclu le 15 janvier 2009, en application de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industrie concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche, les conditions particulières du contrat rappelé en objet, sont modifiées, à la date d'effet du contrat, comme suit.

#### **Article 2**

##### *Catégorie de personnel concernée*

Les membres du personnel non cadres des entreprises adhérentes bénéficient d'un contrat distinct reprenant strictement les conditions de garantie du contrat RG 151 136 573.

Le taux de cotisation de ce contrat distinct s'applique au salaire de référence, réévalué annuellement selon les mêmes règles que les salaires d'activité pris en compte pour le calcul de l'allocation des bénéficiaires de ces dispositifs. Cette réévaluation ne s'applique pas aux dispositifs de préretraite dont les modalités de réévaluation des salaires de référence seront définies par voie d'avenant ultérieur (pénibilité).

Les résultats du contrat distinct sont mutualisés avec les résultats du contrat RG 151 136 573.

Cette mesure prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel le présent avenant est annexé.

Fait à Paris, le 28 septembre 2010.

Les contractantes :

- ARIAL assurance ;
- délégué général de l'union des ports de France (membre du directoire).

### ANNEXE III

#### **Avenant n° 1 au contrat n° RK 151 099 034 souscrit par l'union des ports de France et la CRPCCMPA**

Le présent avenant a pour objet d'étendre l'objet du fonds de revalorisation et de régulation, tel qu'il est défini à l'article 6.6 des conditions générales du contrat.

Le périmètre des engagements de retraite incluant des rentes viagère différées dont les caractéristiques pourraient évoluer, il convient de prévoir les dispositions qui permettront un bon fonctionnement de la liquidation de ces droits.

A cet effet il est convenu que le fonds de revalorisation et de régulation (FRR) bénéficiera de l'apport des capitaux constitutifs des rentes non réclamées après un délai de 10 ans suivant la date d'ouverture des droits ainsi qu'une quote-part des produits financiers réalisés par la CRP en 2009.

En contrepartie, il est convenu que le fonds de revalorisation et de régulation (FRR) pourra être sollicité afin d'absorber les écarts d'engagements de passif par rapport à ceux qui avaient fait l'objet de l'expertise actuarielle réalisée par l'assureur au plus tard au 22 juin 2010 et mise à jour le 22 septembre 2010, et définie à l'article 3 des conditions générales.

C'est ainsi que par dérogation au dernier alinéa de l'article 6.2 des conditions générales, seront affectés au débit ou au crédit du FRR, les écarts de capitaux constitutifs survenant lors de l'activation des droits, qu'ils soient causés par :

- des modifications de données personnelles (dates de naissance des assurés ou des réversataires, changement de données démographique par mariage, remariage, ou divorce) ;
- ou la modification de la date d'activation des droits (anticipation du départ à la retraite, ou différé de départ en retraite) ;
- ou la modification du montant de rente à servir ;
- ou la nécessité de servir une rente d'orphelin selon les dispositions de l'article 6.2 ;
- ou une rente réclamée tardivement, la date d'effet retenue étant dans ce cas le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la demande initiale moins au maximum 1 an.

Ces écarts seront constatés lors de l'examen des liquidations de rente par la commission consultative de suivi retraite. Celle-ci déclenchera alors auprès de l'UPF une demande formelle de rectification des écarts de capitaux constitutifs provenant des établissements dont les anciens salariés seraient à l'origine de ces surcoûts lorsque la responsabilité de ces établissements se trouvera engagée : personnes non déclarées lors de la reprise des engagements ou données personnelles erronées au moment où ces personnes ont quitté l'établissement. L'Union des ports de France notifiera alors aux établissements concernés les montants d'écarts dont ils sont redevables au regard d'engagements non financés.

Cette alerte sera déclenchée lorsque la charge de ces rectifications atteindra le montant de l'apport au FRR correspondant aux capitaux constitutifs de rentes non réclamées 10 ans après l'ouverture des droits des anciens salariés.

L'assureur tiendra une comptabilité des charges et des produits affectés au FRR au titre des opérations décrites ci-dessus. Cette comptabilité sera présentée trimestriellement à la commission consultative de suivi retraite et tenue à la disposition des administrateurs de l'IGRS.

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel le présent avenant est annexé.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Les contractantes :

- ARIAL assurance ;
- délégué général de l'union des ports de France (membre du directoire) ;
- président de l'IGRS CRP.